

## Algérie Presse Service - Entretien de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française à l'APS



*Question 1 : Monsieur le Président, c'est votre deuxième visite en Algérie depuis 2013. Mais celle-ci intervient à un moment particulier, dans la mesure où elle est perçue comme la visite du "plus gradé" politique depuis le post du Premier ministre M. Manuel Valls, considéré comme fort désobligeant et offensant, voire provocateur, qui risquait d'altérer, au regard de ses fonctions, la confiance établie entre les deux pays depuis l'avènement du Président Hollande. Vous êtes-vous donné comme mission de clarifier et d'apaiser ce coup de froid ?*

Cet incident est clos et il ne doit pas nous faire perdre de vue la profondeur et la qualité des relations franco-algériennes depuis 2012. Nous comprenons l'émotion suscitée par cet incident et le regrettons. Toute intention particulière serait en contradiction totale avec la qualité exceptionnelle des liens que le gouvernement actuel s'est attaché à développer avec l'Algérie depuis la visite d'Etat du Président de la République en 2012.

Aujourd'hui, il nous faut revenir à l'essentiel, et poursuivre le renforcement remarquable de la coopération dans tous les domaines. La troisième session de la Grande commission interparlementaire, dont j'ouvrirai les travaux jeudi avec mon homologue et ami Mohamed-Larbi Ould Khalifa, président de l'Assemblée populaire nationale, explorera les différentes dimensions de la coopération entre nos deux Assemblées, en particulier celles qui relèvent de l'économie et de la sécurité régionale qui sont les deux thèmes de travail retenus pour cette session. Je profiterai également de ma présence à Alger pour m'entretenir avec les hautes autorités algériennes pour évoquer notre relation bilatérale et recueillir leurs vues sur les grandes questions régionales et internationales.

*Question 2 : Il y a avec la France des "relations fortes avec des racines séculaires", comme disait encore samedi notre ministre des Affaires étrangères. Mais la dimension humaine (forte présence des Franco-algériens) et historique (la question mémorielle) peine à se débarrasser de ses oripeaux, tandis qu'au plan économique, la France n'a pas encore engagé de projets communs d'envergure, digne de la qualité de ces relations politiques. Quelle lecture en faites-vous ?*

Le peuple algérien et le peuple français sont projetés vers un avenir qu'ils construiront ensemble. Autant que je puisse en juger de l'Assemblée Nationale française, des projets ambitieux sont au contraire lancés dans de nombreux domaines : l'industrie avec des projets prometteurs d'usines automobile à Oran, de tramway à Annaba, de médicaments à Sidi Abdallah ; la formation, avec des centres de formation professionnelle dans plusieurs régions du pays ; la mobilité, avec un accord sur l'échange de jeunes actifs français et algériens qui bénéficient aux deux économies. La France investit en Algérie, elle crée de la valeur et s'engage sur le long terme. Elle est le premier investisseur hors hydrocarbures avec 2,15 milliards d'euros et ses entreprises emploient des milliers de travailleurs algériens. De chaque côté méditerranéen, chacune de nos paroles et chacun de nos gestes est observé par ceux qui souhaitent des relations exceptionnelles entre nos deux pays ; il faut être à la hauteur de cette attente.

En ce qui concerne la dimension humaine et historique, il est important de dialoguer et des pas historiques ont été effectués depuis la visite en Algérie du Président de la République en 2012. Des mots très forts sur la colonisation et sur l'exigence de vérité ont été prononcés par le Président de la République à différentes occasions. La France a fait un autre pas très important en 2015, joignant le geste à la parole, lorsque M. Todeschini, notre Secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et de la mémoire, a déposé une gerbe sur le tombeau de Saad Bouzid à Sétif, en souvenir des événements dramatiques du 8 mai 1945. Plus récemment encore, le Président de la République a décidé de participer à la commémoration de la journée du 19 mars dans le but d'honorer toutes les victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Les deux pays avancent ensemble : archives, disparus de la guerre d'Algérie, commémoration des grands conflits mondiaux. Ces développements sont indispensables pour que nous puissions construire notre avenir commun.

*Question 3 : A une année des élections présidentielles en France, qu'espérez-vous que soit accompli entre nos deux pays durant ce temps pour préserver le capital engrangé ces années de la présidence de François Hollande ?*

L'objectif est de poursuivre nos efforts pour continuer à renforcer nos liens. Le Comité mixte économique algéro-français et le Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), qui sont devenus des « balises institutionnelles » de notre relation bilatérale depuis 2012, permettront de maintenir cette dynamique. Il faudra également que les visites de haut niveau, très nombreuses à Paris comme à Alger en 2015 et 2016, se poursuivent. Nous devons par ailleurs travailler à ce que les accords signés au cours des mois derniers, en particulier lors de la 3<sup>ème</sup> session du CIHN d'avril dernier en présence de nos deux Premiers ministres, se concrétisent. Ces accords sont la traduction sur le terrain de l'excellence de nos relations politiques, et ils bénéficient à nos deux peuples dans de multiples domaines.

*Question 4 : Au plan diplomatique, les observateurs ont noté le bénéfice que peut engendrer une action concertée comme au Mali. Mais de nombreuses voix se sont élevées ces derniers mois, pour dénoncer l'attitude de la France contrariant le droit du peuple sahraoui à s'autodéterminer. Ne craignez-vous pas que la persistance du déni des droits de ce peuple soit interprétée comme une volonté de maintenir un abcès de fixation entravant la stabilité et le développement de la région ?*

La stabilité et le développement de la région sont des sujets de préoccupation majeure pour la France. C'est dans ce but qu'elle coopère étroitement avec les autorités algériennes sur les questions de sécurité régionale, où l'Algérie joue un rôle fondamental.

C'est avec ce même souci de stabilité et de développement que la France soutient, pour la question du Sahara occidental, la recherche d'une solution juste, durable et mutuellement agréée, sous l'égide des Nations Unies et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. En ce sens, nous nous félicitons de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU portant sur le renouvellement du mandat de la MINURSO pour un an. Ce renouvellement était indispensable précisément pour maintenir le cessez-le-feu et faire avancer la situation vers un règlement pérenne. Toujours dans cet objectif, notre souhait aujourd'hui est que la MINURSO puisse reprendre rapidement le plein exercice de ses fonctions.

Lu: **111** fois